

Points principaux du rapport du Groupe de travail « Parlements nationaux » présenté à la Convention européenne les 28 et 29 octobre 2002, en session plénière.

Président du Groupe de travail : Madame Gisela Stuart

LES PARLEMENTS NATIONAUX : MIEUX INFORMES, PLUS IMPLIQUES.

En phase avec la Déclaration de Laeken, le Groupe de travail « Parlements nationaux » est convaincu du rôle que les Parlements nationaux ont à jouer pour asseoir la légitimité de l'Union européenne.

Le Groupe considère que les parlements nationaux doivent pouvoir assurer une plus grande vigilance à l'égard des politiques européennes de leurs gouvernements, et contrôler le principe de subsidiarité. Par ailleurs, il suggère que les mécanismes soient améliorés pour mieux impliquer les parlements au niveau européen.

Le Groupe de travail recommande en conséquence :

- ▶ **la reconnaissance** du rôle des parlements nationaux dans le traité constitutionnel ;
- ▶ **une meilleure information des parlements nationaux** par obligation faite à la Commission européenne de leur **transmettre directement** tout texte consultatif ou proposition législative ainsi que les programmes législatif et stratégique annuels. Cette transmission devrait se faire en même temps qu'auprès du Parlement européen et des gouvernements via le Conseil des ministres de l'Union européenne. L'information directe et exhaustive aux parlements nationaux devrait permettre à ceux-ci d'assurer :
 - le contrôle du **principe de subsidiarité** grâce à un mécanisme d'alerte précoce (voir : le rapport du Groupe de travail « Subsidiarité ») ;
 - **un regard plus efficace** des parlements sur les politiques européennes, chaque Etat étant bien sûr tout

à fait libre d'organiser les relations entre son parlement et son gouvernement.

- ▶ **le renforcement de la concertation et des échanges** entre les parlements nationaux à propos de leur rôle dans les affaires européennes. Le lieu d'échange principal serait la COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires des parlements de la Communauté européenne). La COSAC devrait entre autres faciliter les échanges de bonnes pratiques. Elle mettrait au point un guide de conduite pour aider les parlements dans leur suivi des politiques européennes ;
- ▶ **une plus grande implication** des parlements nationaux dans les grandes orientations européennes par, éventuellement :
 - l'intégration dans le traité constitutionnel de la méthode de la Convention pour préparer des modifications de traité ;
 - L'organisation de semaines européennes impliquant parlements nationaux et institutions européennes ainsi que la possibilité de convoquer des conférences interparlementaires sur des questions clés, selon les besoins ;
 - La Convention devrait étudier l'utilité de forums réunissant les parlements nationaux et le Parlement européen pour débattre, par exemple, des grandes orientations politiques et de la stratégie de l'Union.

